

A V I S

de la Chambre des Fonctionnaires

et Employés publics

sur

l'avant-projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 14 mars 1996 fixant le nombre des emplois des différentes fonctions du cadre fermé prévu pour les diverses carrières dans l'entreprise des postes et télécommunications

Par dépêche du 30 septembre 1996, Madame le Ministre des Communications a demandé, en invoquant l'urgence, l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics sur l'avant-projet de règlement grand-ducal spécifié à l'intitulé.

Selon l'exposé des motifs joint audit texte, celui-ci a pour but de re-fixer, pour les carrières supérieures de l'attaché de Gouvernement et de l'ingénieur et pour la carrière moyenne de l'ingénieur-technicien, le nombre exact des postes dans les différents grades du cadre fermé prévu pour les carrières en question.

L'adaptation projetée, devenue nécessaire en raison de l'augmentation des effectifs desdites carrières de respectivement 2, 3 et 9 unités en 1996, se fait sur la base de l'article 16 de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat.

Etant donné qu'il s'agit d'une mesure d'ordre purement technique, proposée par ailleurs dans le strict respect des dispositions légales régissant la matière, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics n'a pas de remarque particulière à présenter à ce sujet et elle se déclare dès lors d'accord avec l'avant-projet sous avis.

(Avis émis conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 2, du règlement d'ordre interne de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics).

Luxembourg, le 24 octobre 1996.

Le Secrétaire,

G. MULLER

Le Président,

J. DALEIDEN